

Études internationales



BÜRGENMEIER, Beat. *Analyse et politique économiques*. (4e édition). Paris, Economica, 1992, 500 p.

Pierre Riopel

Volume 24, numéro 4, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703251ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703251ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Riopel, P. (1993). Compte rendu de [BÜRGENMEIER, Beat. *Analyse et politique économiques*. (4e édition). Paris, Economica, 1992, 500 p.] *Études internationales*, 24(4), 891–893. <https://doi.org/10.7202/703251ar>

Le premier chapitre concerne la Russie, centre de cet empire soviétique considéré comme la continuation de l'empire tsariste, les communistes ayant hérité et du territoire et de l'attitude tsariste qui refusait de reconnaître la légitimité du nationalisme chez les peuples non russes. Trois quarts de siècle d'efforts des autorités soviétiques n'ont cependant pas réussi à faire disparaître les tentatives d'affirmation nationale de ces populations. La politique de réforme de Gorbatchev, la *glasnost* et la *perestroïka*, ont au contraire permis à ces multiples nationalismes de s'affirmer et de rejeter la domination du centre.

Après le centre, l'ouvrage passe à la périphérie. Périphérie européenne d'abord avec une étude sur la Lettonie et une autre sur l'Ukraine. La périphérie caucasienne est représentée par la Géorgie et l'Arménie, tandis que la périphérie musulmane est illustrée par l'Azerbaïdjan et par un texte sur l'islam et le nationalisme en Asie centrale. Dans chacune de ces études, on retourne quelques siècles en arrière pour faire comprendre l'évolution historique du groupe national et laisser entrevoir les possibilités qui s'offrent à lui pour l'avenir.

Pour être complet, l'éditeur a inclus une quatrième partie qui traite de la dimension internationale de la crise de l'ex-Union soviétique. Il s'agit d'abord de la Chine dont les régions frontalières sont peuplées de groupes ethniques, identiques ou apparentés à ceux des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. Ensuite, un auteur traite des réactions françaises et américaines à la déclaration unilatérale d'indépendance de la Lituanie.

Enfin, la dernière étude présente la perception soviétique du problème constitutionnel canadien, faisant ainsi un certain parallèle, intéressant mais artificiel à mon avis, entre le Canada et l'Union soviétique.

Dans l'ensemble, cet ouvrage est utile et ne manque pas d'intérêt mais le projet semble trop ambitieux pour un volume de cette dimension. Comment traiter convenablement en dix ou quinze pages – c'est la longueur de chacune des contributions – des problèmes aussi complexes que la disparition d'un empire ou des mouvements nationaux s'étendant sur quelques siècles? Heureusement, on y présente une bibliographie d'ouvrages récents que voudront consulter les lecteurs que le volume laissera sur leur faim.

Gérard BEAULIEU

Département d'histoire
Université de Moncton, Canada

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

BÜRGENMEIER, Beat. *Analyse et politique économiques*. (4^e édition). Paris, Economica, 1992, 500 p.

Cette quatrième édition du livre de Bürgenmeier demeure un cours-texte d'introduction à l'économie politique dans lequel l'auteur insiste tout particulièrement sur la modélisation en lieu et place des mathématiques en tant que principal instrument pédagogique. Selon la formule utilisée dans les éditions précédentes, chaque chapitre se termine par une série de questions – à choix multiples – servant à mesurer le niveau de compréhension du lecteur-étudiant, ainsi que par une bibliographie spécifique intitulée «pour en savoir plus».

Les deux premiers chapitres se veulent une large introduction à l'économie via sa dimension théorique. On y retrouve, entre autres, une définition et une analyse des principaux concepts utilisés, ainsi qu'une présentation des principaux outils d'analyse. Le troisième chapitre consiste, pour sa part, en une observation empirique de l'activité économique. La première partie du livre de Bürgenmeier (du chapitre 4 au chapitre 7) vise essentiellement, tout comme les parties subséquentes, à approfondir le champ théorique de l'économie. La théorie macro-économique y est exposée «en mettant l'accent sur la politique conjoncturelle dans un modèle d'économie fermée aux relations internationales».

Dans la seconde partie (du chapitre 8 au chapitre 11) de son livre, l'auteur explique, et ceci de façon approfondie, les mécanismes d'une économie de marché via différents éléments ou approches comme, une représentation partielle de l'économie (micro-économie), les marchés à concurrence imparfaite (le monopole, l'oligopole, etc.), les principaux facteurs de production (travail et capital) et l'organisation de la production (théorie de la production et allocation optimale des ressources). La troisième partie (du chapitre 12 au chapitre 14) porte, quant à elle, sur les relations internationales. Les trois chapitres composant cette partie permettent donc au modèle macro-économique de ne plus être fermé aux relations internationales, comme c'était le cas dans la première partie. L'auteur aborde successivement, dans ces trois chapitres, le commerce international, l'équilibre externe et le fonctionnement de l'économie ouverte.

Dans cette nouvelle édition, l'auteur a profondément modifié la quatrième et dernière partie de son livre (du chapitre 15 au chapitre 17) de façon à la rendre «entièrement nouvelle». C'est dans cette partie, intitulée «L'économie, une science sociale», que Bürgenmeier affirme que «la science économique reste tributaire de l'histoire et de l'évolution de nos institutions», ce qui constitue le sujet du premier chapitre de cette partie. Dans le chapitre suivant, l'auteur analyse la question des échecs des lois du marché, dont la concurrence imparfaite sur le marché du travail. Bürgenmeier présente enfin, dans le dernier chapitre, une approche interdisciplinaire en économie dans laquelle il aborde le concept de développement durable (la protection de l'environnement).

Bien que passablement complet, si l'on considère la science économique d'un point de vue exclusivement théorique, ce cours-texte exclut complètement l'importance de la technologie, du changement technologique et de l'innovation technologique dans l'économie ou dans le processus inhérent à la croissance économique. Rappelons que pour plusieurs chercheurs en économie, en économie politique, en économie industrielle, en sociologie économique et en gestion qui travaillent à un niveau moins théorique, la technologie, le changement technologique et l'innovation technologique demeurent des facteurs de croissance économique que l'on peut qualifier de cruciaux ou de prédominants. Il faut cependant et finalement noter que de plus en plus d'économistes, tels ceux œuvrant exclusivement à un niveau théorique, comme M. N. Bailly, S. Englander,

R. J. Gordon, Z. Griliches, J. Kendrick et F. M. Scherer, contribuent largement, depuis une dizaine d'années, à faire en sorte que la technologie, le changement technologique et l'innovation technologique soient considérés dans l'économie «théorique» comme étant des facteurs importants de croissance économique.

Pierre RIOPEL

*Direction des politiques technologiques
Ministère de l'Industrie, du Commerce, et
de la Technologie, Québec*

CHAZOURNES, Laurence Boisson de.
*Les contre-mesures dans les relations
internationales économiques*. Genève-
Paris, Institut Universitaire de Haut-
es Études Internationales-Éditions
A. Pedone, 1992, 246 p.

Voilà un sujet qui est bien d'actualité, se dira le lecteur ou la lectrice conscient(e) du fait que les menaces de recours à des contre-mesures ponctuent de plus en plus fréquemment les relations commerciales internationales. Au-delà de l'intérêt évident du sujet, Madame Boisson de Chazournes prend bien soin d'en souligner l'importance théorique : dans un ordre juridique international qui interdit le recours à la force et impose aux États le règlement pacifique des différends, les moyens de pression économique reçoivent «rang de faveur» (p. 53). C'est dire qu'une étude sur la pratique des contre-mesures dans le seul domaine économique serait néanmoins susceptible de nous offrir une «vision complète de la phénoménologie des contre-mesures dans l'ordre juridique contemporain» (p. 17). L'approche préconisée par l'auteure est ambitieuse, puisque «le régime d'exercice des contre-mesures doit être

abordé dans sa globalité» (p. 49). Il s'ensuit qu'une attention particulière devrait être portée à la pratique internationale, qu'elle soit diplomatique, conventionnelle ou jurisprudentielle» (p. 17). Toutefois le contenu de l'ouvrage n'est pas toujours à la hauteur de ses ambitions, de sorte que le lecteur ou la lectrice reste un peu sur sa faim.

Le plan de l'ouvrage, plutôt classique, est apparemment irréprochable. La première partie sur le concept de contre-mesures en droit international (pp. 19-65) ne constitue en fait qu'un simple rappel des notions de base en la matière, et la spécificité des contre-mesures dans le domaine des relations économiques internationales n'est traitée que dans quelques pages (pp. 57-65).

Il est vrai que la deuxième partie est consacrée à l'étude de la morphologie et de la dynamique des contre-mesures (pp. 67-131). Les dispositifs américain (section 301 et Super 301 de la Trade Act) et européen sont présentés (Règlement 2641/84) dans une perspective comparative ; neuf cas d'études sont ensuite examinés, allant de la «guerre des poulets» entre les États-Unis et la CEE, au différend plus récent relatif aux brevets pharmaceutiques opposant les États-Unis et le Brésil, en passant par le célèbre arbitrage franco-américain relatif aux ruptures de charge en pays tiers (pp. 92-118). Cet examen plutôt rapide de la pratique fait apparaître que le recours aux contre-mesures est moins fréquent que l'on n'aurait pu penser ; l'auteure souligne justement que c'est surtout la menace de recourir à de telles mesures qui est essentielle dans le contexte des négociations internationales.